DEPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE
COMMUNIQUE DE PRESSE DU 16 OCTOBRE 2026

95e Congrès – Assises des Départements de France à Reims

« L'État doit revoir sa copie, sans délai ! »

Le Premier ministre n'est pas venu à Reims. Pour les présidentes et présidents de Département réunis du 14 au 16 octobre pour leurs 95e Assises, cette absence en dit long sur le peu de considération que le Gouvernement porte aux collectivités qui font vivre, chaque jour, les solidarités et les services publics de proximité.

Une absence, une parole reniée

Fin septembre, le Premier ministre a écrit aux Départements leur promettant des ressources en hausse pour remédier à leurs difficultés financières structurelles. Quelques jours plus tard, les Départements ont découvert que le projet de loi de finances pour 2027 les privait – contre toute attente – de 1,9 milliard d'euros de ressources.

Ce jour, le Premier ministre a renoncé à venir lui-même à Reims, renvoyant à une rencontre ultérieure la nécessité d'échanger.

Face à ce mépris, Jean-Claude Leblois, comme la majorité des présidents de Département, a quitté la salle au moment du discours de la ministre de l'aménagement du territoire Françoise Gatel.

Aujourd'hui, la colère dépasse les clivages : François Sauvadet, Président de Départements de France, n'a pas mâché ses mots ; Jean-Luc Gleyze, Président du groupe des Départements de gauche, a dénoncé une « recentralisation… par la facture».

Affaiblir les Départements, c'est affaiblir le quotidien des habitants

Derrière les budgets départementaux, il y a des visages : les enfants confiés à la protection de l'enfance, les personnes âgées au domicile ou en structure, les personnes en situation de handicap, les collégiens, les sapeurs-pompiers... Faire des Départements la variable d'ajustement de

l'État, c'est les fragiliser, et freiner l'investissement local, l'activité et l'emploi.

« Les besoins augmentent, les moyens diminuent et l'État se désengage. Nous ne demandons pas de faveur : nous demandons un cap clair, de la visibilité et le respect de la parole donnée. On ne prépare pas l'avenir de nos territoires quand les règles du jeu changent chaque automne. Ça ne peut plus durer : l'État doit revoir sa copie », a déclaré Jean-Claude Leblois.

Le Département de la Haute-Vienne restera mobilisé aux côtés de Départements de France pendant toutes les étapes de l'examen parlementaire du budget 2027.

Contact presse :
Cécile Denis
Cabinet du Président
06 50 81 60 17
cecile.denis@haute-vienne.fr